

Analyse des impacts de la crise du Covid-19 sur les productions agricoles ligériennes

Note n°2 - Réalisée avec le concours de la CA PdL, de la FRSEA PdL, d'Interbev PdL, du BHR, de la FNPHP, de l'ANPP, et de l'Anvol.

Le bilan de la crise du Covid-19 s'alourdit jour après jour. Déjà prolongé une première fois, le confinement sera reconduit au-delà du 14 avril mais pour une durée encore indéterminée. Les conséquences de cette crise sur les filières agricoles sont variables selon la saisonnalité de la production, l'importance du débouché RHD fermé depuis le confinement, l'évolution des habitudes d'achats des consommateurs... La filière horticulture-pépinière est particulièrement touchée, mais ce n'est pas le seul secteur agricole en difficulté. L'appel à contribution de la plateforme « Desbraspourtonassiette » a été un succès, près d'un quart de million de français s'étant mobilisés pour couvrir le défaut de main d'œuvre dans les exploitations agricoles. Mais la disponibilité de la main d'œuvre dans les différents maillons des filières et la fluidité des circuits logistiques constituent toujours un enjeu important pour le bon fonctionnement de la chaîne alimentaire.

Lait de vache : des débouchés très perturbés dans la filière laitière

La filière laitière est confrontée en France à une baisse des achats par l'industrie agroalimentaire (-25 % en mars) et à la forte réduction du débouché RHD (-85 %). En grande distribution, la demande reste orientée vers les produits basiques alors que les produits plus coûteux sont délaissés (fromages à la coupe).

C'est au niveau des exportations que les conséquences les plus négatives sont à craindre, avec un repli des ventes de 25 % en mars, alors que l'export représente 37 % du débouché national (en équivalents lait). Les contrats déjà signés avec les pays tiers sont honorés, mais les acheteurs ne s'engagent pas sur de nouveaux contrats.

Parallèlement à cette baisse de la demande, l'offre est en hausse avec l'arrivée du pic printanier de production : +1 % en janvier-février dans l'UE à 28,

hausse légère en France au 1^{er} trimestre, et progression également aux USA, en Argentine et en Australie.

Ce déséquilibre offre demande est à l'origine d'une forte baisse de la valorisation beurre poudre, et du prix du lait SPOT (échanges de gré à gré entre laiteries) qui est tombé à 180 €/1 000 litres le 6 avril, faisant craindre un repli du prix du lait standard de 20 à 30 €/1 000 litres au 2^e trimestre.

D'où la proposition du CNIEL de mettre en place en avril, un dispositif incitatif à la réduction de la production, financé par une enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros débloquée par l'Interprofession, et soumis à l'approbation de la Commission européenne. L'ouverture du stockage privé est également demandée à l'UE.

Viande bovine : pression sur les prix des jeunes bovins et des vaches allaitantes de qualité intermédiaire

La crise du Covid-19 impacte la demande de viande bovine à la fois sur le marché intérieur et l'export. Sur le marché français, les achats de viande hachée par les ménages progresse de 30 % en frais et de 90 % en surgelé. Cette évolution fait encore un peu plus pression sur les prix des femelles allaitantes de qualité intermédiaire en raison de leur faible valorisation par rapport aux réformes laitières en

dehors du rendement technique. L'ajustement de la production laitière fait également craindre une hausse des réformes laitières. Les achats se développent également dans les boucheries artisanales et les supermarchés sans pour autant compenser la fermeture du débouché RHD.

Sur les marchés export, la demande italienne ne se concentre plus que sur le globe (arrières), laissant le déhanché de côté car habituellement valorisé dans la RHD. La demande de la Grèce et de l'Allemagne, concentrée sur les avants, ne permet pas de compenser l'évolution de la demande italienne. Les abattages de jeunes bovins reculent de l'ordre de 15 % en Pays de la Loire pour limiter ce déséquilibre matière, avec pour conséquence le report des sorties

de jeunes bovins de 3 à 4 semaines et une baisse des prix.

En maigre, le marché italien reste à peu près fluide, mais pas le marché espagnol, ce qui pose un problème de débouché pour les veaux. En veaux de boucherie, les abattages reculent sensiblement avec la fermeture du débouché RHD. Cette production fait face à une situation proche de celle de l'agneau.

Volaille de chair : les débouchés RHD, festifs et export très pénalisés

D'après l'Anvol, les ventes de volailles se sont principalement recentrées sur trois types de circuits : les supermarchés de proximité, les drives et les boucheries artisanales. Les ventes au détail sont en progression, mais sans compenser la perte des débouchés RHD (traditionnelle et rapide). Les marchés des volailles festives et export sont également lourdement pénalisés. Les ventes reculent de 80 % pour les pigeons (65 % produits en Pays de la Loire), de 50 % pour la caille, et sont également en forte baisse pour les secteurs du canard et de la pintade.

Les filières poulet et dinde subissent un déséquilibre matière conséquent : les filets et les cuisses ne trouvent pas toujours preneurs en même temps. La vente de poulets PAC est également en baisse.

Le secteur de l'accoupage est très impacté par la chute des exportations liée aux problèmes rencontrés avec le fret aérien, à l'encombrement du marché européen et à l'arrêt d'activité de la seule société à pratiquer le transport express d'animaux vivants.

Faute de débouchés, les œufs sont détruits dans les couvoirs et des reproducteurs sont abattus en filières canard, pintade et pigeon. Cette baisse du parc de reproducteurs handicaperait la reprise d'activité post crise.

Cette situation a de multiples conséquences pour la filière, comme le besoin en stockage et l'allongement des vides sanitaires dans les élevages. La filière doit par ailleurs faire face à une augmentation de ses coûts de production (alimentation animale, transport...).

Viande porcine : baisse de prix dans le flou du coronavirus

Alors que la demande intérieure est soutenue par une consommation des ménages dynamique, le prix du porc baisse depuis mi-mars. L'incertitude liée au coronavirus, les contraintes au niveau des maillons aval et l'adaptation à la demande sont avancées.

Le marché export a repris progressivement mais reste sous tension par le manque de containers et les coûts accrus du fret. La demande chinoise est forte et de nombreux pays (Etats-Unis, Brésil, UE) y répondent.

La France apparaît moins présente à l'exportation sur Pays Tiers que ses concurrents européens.

En cette période de confinement, les produits porcins ont encore la cote. Certains produits sont très plébiscités comme le jambon, la saucisserie. Par contre, d'autres produits davantage orientés vers la RHD, semblent plus difficiles à écouler. La météo actuelle propice aux barbecues devrait soutenir la consommation de grillades durant le week-end de Pâques.

Lait de chèvre : collecte actuellement assurée, difficultés en filière chevreaux et production fermière

Dans le contexte actuel et face à la hausse de production en lait de chèvre, les éleveurs sont appelés à modérer leur production. Depuis le début du confinement, tous les volumes collectés sont traités par les laiteries malgré leur baisse de productivité (absentéisme des salariés, application des mesures de sécurité) et la réduction de leurs débouchés (export, RHD). Toutefois, les ventes en grande distribution restent soutenues : les produits plus génériques comme les buchettes sont en progression alors que de nombreux fromages AOP

sont déréférencés et les ventes à la coupe s'effondrent.

La prudence reste de mise avec le pic de lactation qui arrive la semaine prochaine. Le risque de destruction de lait plane toujours.

En filière chevreaux, la situation est difficile : les prix sont très bas alors que c'est la période de forte activité pour les engraisseurs. Une campagne de communication sur la consommation de chevreaux est lancée en cette période de Pâques.



Les producteurs fermiers subissent des baisses de ventes liées à la fermeture des marchés et des circuits RHD. L'impact varie suivant les circuits de distribution empruntés. En attendant une réouverture

des marchés jugée essentielle, ils tentent de trouver des solutions (drive, livraisons à domicile, ouverture de points de vente...).

Viande ovine : l'incertitude pèse désormais sur l'après fêtes de Pâques

Cette crise intervient à la veille d'une période stratégique de commercialisation de viande d'agneaux : les fêtes de Pâques. Dans ce contexte, les actions de la profession ovine ont permis d'obtenir un mot d'ordre national de la part de la grande distribution pour privilégier l'agneau français face aux produits d'importation dans les rayons. Cette directive n'est cependant pas respectée dans tous les magasins notamment en Pays de la Loire. La profession souhaite par ailleurs que soient effectués des contrôles renforcés de la DGCCRF afin de vérifier et garantir l'origine des produits vendus.

Dans ce contexte de demande perturbée par le confinement, une part des abattages d'agneaux est reportée, mais essentiellement dans le sud de la région qui globalement bénéficie d'un bassin de

consommation important par rapport à sa production. Ce n'est pas le cas des régions ovines situées dans la moitié sud et dans l'est de la France où la pression sur les prix est plus forte et pourrait avoir un effet baissier en Pays de la Loire à terme. La stratégie de découpe des gigots français pour proposer des parts individuelles est mise en œuvre, mais les volumes proposés au consommateur demeurent faibles.

L'incertitude se porte désormais sur l'après fêtes de Pâques, période pendant laquelle traditionnellement les abattages et la consommation continuent de progresser. Il n'y a pour le moment aucune visibilité sur le comportement du consommateur au cours des prochaines semaines. Il faudra continuer à gérer les importations au plus près des besoins pour favoriser l'agneau français.

Grandes cultures : un équilibre des prix difficile à trouver

Les difficultés logistiques et/ou de disponibilités de main d'œuvre causées par le Covid-19 compliquent la visibilité du marché. La demande à l'export soutient les cours du blé et du blé dur. Plusieurs pays diversifient en effet leurs approvisionnements ou augmentent leurs réserves stratégiques : c'est le cas de l'Égypte, du Brésil ou de l'Arabie Saoudite. Par contre, en France, la demande intérieure ralentit, de la part des meuniers notamment après l'affolement de la mi-mars. Le marché du maïs est quant à lui

marqué par l'abondance des disponibilités avec les records de production annoncés aux Etats-Unis, au Brésil et en Ukraine.

Le marché des oléagineux subit la baisse de la demande en huiles et une faible demande en soja américain. Mais les perspectives de réduction de l'offre soutiennent les cours du colza. Les difficultés d'acheminement du tourteau de soja semblent se résorber, les prix se réajustent à la baisse.

Viticulture : contexte très difficile pour les viticulteurs ligériens

L'application des mesures de confinement affecte durablement la plupart des débouchés ligériens, notamment les ventes des producteurs dans les circuits spécialisés et la restauration et accentue les difficultés que la filière rencontrait déjà. La chute de l'activité est estimée à 70 % et affecte l'ensemble des opérateurs de la filière.

D'après l'Observatoire économique du Val de Loire, les achats du négoce cumulés au 31 mars 2020 poursuivent leur recul, faute de demande : -21 % pour le Muscadet Sèvre-et-Maine sur Lie, -20 à -33 % pour les fines bulles, -17 % pour le Rosé de Loire. La baisse atteint 30 % pour le Saumur-Champigny et même 79 % pour le Saumur-Rouge.

D'après les données IRI, les ventes en grande distribution des vins effervescents, hors Champagne,

s'effondrent : -41 % en semaine 13 par rapport à 2019 et -33 % la semaine précédente. Pour les vins tranquilles, le recul paraît plus limité, mais il s'agit d'une moyenne tous vins confondus. Des données par vignoble devraient être disponibles prochainement.

Par ailleurs, ce recul en apparence modéré peut s'expliquer par la commercialisation de ce que la grande distribution a en stocks notamment des vins MDD et d'entrée de gamme. Cette situation traduit une activité apparente en mars mais qui n'a pas du tout été effective pour les producteurs notamment de la région. Faute de réaliser leur chiffre d'affaires habituel, beaucoup de producteurs se trouvent dans une situation de dégradation très rapide de la trésorerie.



Horticulture-pépinière : leur d'espoir dans le secteur horticole particulièrement touché par la crise du coronavirus

La saison tant attendue du printemps débute difficilement malgré une météo propice. Depuis le 17 mars, les horticulteurs ne peuvent vendre leurs produits, jardinerie et fleuristes étant fermés. Et après plus de trois semaines de confinement, les destructions de plantes et les pertes de chiffre d'affaires s'accumulent.

L'horizon commence toutefois à s'éclaircir avec la possibilité de vendre des plants potagers depuis le 2 avril via des circuits de vente autorisés (marchés encore ouverts, drive, jardinerie avec rayon animalerie, magasins avec rayon alimentaire).

L'activité reprend donc pour les horticulteurs proposant des plants de légumes. Il est cependant

trop tôt pour en voir les effets bénéfiques. Egalement, l'accès à l'ensemble des rayons des jardinerie disposant d'un espace animalerie (la majorité) devient permis depuis le 8 avril. Cette disposition va enfin permettre la vente des plantes d'ornement et redonnera un peu d'espoir à la filière qui rappelle le réalise 50 à 80 % de son chiffre d'affaires au printemps.

Un dispositif d'indemnisation devrait se mettre en place, probablement au niveau UE, car l'ensemble de l'horticulture européenne est touchée et les pertes seront lourdes.

Cultures légumières : impact très variable selon les légumes et les circuits de commercialisation

L'impact du confinement a été initialement positif pour les entreprises qui approvisionnent la grande distribution. L'euphorie aura été cependant de courte durée (effet stockage) avec un reflux d'activité au cours de la 2^e semaine de confinement. L'activité est désormais plus calme, mais les débouchés sont globalement assurés, la grande distribution se recentrant sur l'offre locale de légumes frais, ce qui peut même provoquer quelques difficultés d'approvisionnement.

La situation est par contre plus défavorable pour les entreprises positionnées sur les débouchés RHD, voire

export. L'inquiétude est notamment vive pour les salades et la mâche dans un contexte de progression de l'offre au cours des prochaines semaines face au débouché RHD fermé et des marchés export difficiles. Les inquiétudes sont également vives pour les producteurs de muguet. A noter que l'asperge et la fraise sont sorties de la crise conjoncturelle, mais les volumes commercialisés demeurent faibles.

Les interrogations des producteurs sur la mise en place de cultures nuancent la problématique de la disponibilité de la main d'œuvre, même si elle demeure une réalité qui pénalise la filière.

Arboriculture : des difficultés logistiques et de personnel

Les circuits commerciaux sont profondément chamboulés et reposent désormais presque uniquement sur la grande distribution. Les repas étant principalement pris à domicile, avec une fréquence moindre des achats, les consommateurs privilégient les produits conservables, ce qui bénéficie à la pomme par rapport à d'autres fruits et légumes de saison. Après le rush du confinement, les ventes de pommes restent bonnes ces deux dernières semaines, supérieures à la moyenne. Au niveau des circuits courts, les producteurs s'organisent pour se regrouper et vendre une gamme plus large de produits dans les magasins sur les exploitations. Certains sollicitent la grande distribution pour vendre localement. La réouverture d'une partie des marchés de plein vent est appréciée.

Pour la filière pomme, on relève donc peu de problèmes de débouchés. Les difficultés sont d'un autre ordre : sécurité sanitaire des salariés avec des difficultés d'approvisionnement en masque et gel, effectifs réduits (baisse de 20 à 25 % de la main d'œuvre dans certaines stations fruitières), absence de la main d'œuvre saisonnière étrangère, difficultés logistiques, disponibilité des emballages...

En ce qui concerne la main d'œuvre, les arboriculteurs sont inquiets pour les travaux d'éclaircissage (du 15/06 au 15/07) car les lycéens et les étudiants qui interviennent habituellement seront à priori en cours cette année. Ils espèrent que le gouvernement facilitera dès le mois de juin l'embauche de salariés étrangers et de réfugiés.



Main d'œuvre : des tensions toujours présentes dans la chaîne alimentaire

Pour résoudre le problème de manque de main d'œuvre saisonnière sur les exploitations agricoles (consécutif à la fermeture des frontières), la plateforme créée par la start up Wizifarm, avec l'ANEFA et Pôle emploi, a permis de recueillir 240 000 candidatures en deux semaines (travailleurs indépendants, salariés de la restauration, étudiants, retraités...). La mise en relation entre employeurs et candidats est en cours depuis début avril.

Dans le secteur de la transformation agro-alimentaire, le taux d'absentéisme lié aux gardes d'enfants, au droit de retrait des salariés (parfois insuffisamment équipés en masques), ou à des problèmes de déplacement, est estimé en moyenne à 15 % dans les abattoirs et entreprises laitières (avec des pics dans certains outils : 20 % chez Laïta, 24 %

à Herbignac). Ce taux est très variable d'une région à l'autre en fonction de l'impact du Covid-19 (de 10 à 30 % d'absentéisme). Les industriels craignent une augmentation dans les semaines à venir, si le grand Ouest, gros employeur agroalimentaire, était plus fortement touché par l'épidémie. Dans la région, l'activité d'abattage a généralement été ramenée à 4 jours sur 5, ce qui permet néanmoins de répondre à une demande en baisse.

Par ailleurs, selon une enquête de l'Ania, 40 % des entreprises déclarent rencontrer des difficultés d'approvisionnement (notamment en emballages et matières premières agricoles), ou pour livrer leurs clients. Le transport constitue aujourd'hui le « maillon faible du système ».



Avec la contribution financière



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr